

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 Orléans

Orléans, le 10/06/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BRGM**

3 avenue Claude Guillemin  
45000 Orléans

Références : 243/2025  
Code AIOT : 0010000897

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement BRGM implanté 3 avenue Claude Guillemin 45000 Orléans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'opération coup de poing de l'inspection des installations classées sur la vérification des valeurs limites d'émission aux points de rejet des établissements ICPE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRGM
- 3 avenue Claude Guillemin 45000 Orléans
- Code AIOT : 0010000897

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

- Situation de l'entreprise :

Le BRGM exploite, dans sa halle pilote, une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses.

- Point sur le classement de l'établissement :

Les activités de cette installation sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 novembre 2017.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2718-1 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente étant de 20 tonnes (autorisation) ;
- 2791-2 : installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant inférieure à 20 tonnes par jour (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2515-1.b : installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, la puissance de l'installation étant de 118 kW (déclaration).

- Projets et investissements :

L'exploitant indique qu'il est en train de préparer un porter à connaissance (dont le dépôt est prévu en juin 2023) concernant :

- la mise à jour de son dispositif d'isolement et de rétention des pollutions accidentelles ;
- la mise à jour des dispositions de rejet de ses effluents atmosphériques ;
- l'ajout d'une station de traitement des effluents liquides issus de sa plateforme PRIME ;
- l'augmentation de ses prélèvements sur le réseau d'eau potable ;
- la mise en place d'une chambre froide de 6 m3 sur rétention dédiée au stockage de polluants dans le bâtiment G3.

L'exploitant indique qu'il prévoit également de construire, d'ici au premier trimestre 2025, un nouveau bâtiment abritant des laboratoires à proximité du périmètre de ses installations classées au titre de la nomenclature ICPE. Dans le cadre de ce projet, le bâtiment permettant le contrôle des accès au périmètre ICPE sera détruit : l'exploitant indique que les modalités d'accès à ce périmètre seront révisées à cette occasion.

- Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 7

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/07/2025	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des	Arrêté Préfectoral du 10/07/2025	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	rejets		
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 10/07/2025	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017	Sans objet
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2025
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Le plan des réseaux daté (version du 27 mars 2023) est mis à la disposition des installations classées. L'inspection constate lors de la visite terrain que le plan des réseaux est également exposé sur un panneau d'affichage pour être consulté par le personnel du site au sein du bâtiment G2. Dans le cadre des points de contrôle abordés lors de la visite d'inspection, le plan des réseaux apparaît à jour.  Absence d'écart constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2025
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents rejetés doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none"> <li>• de matières flottantes,</li> <li>• de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,</li> <li>• de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, les eaux pluviales et des eaux de process des halles PRIME et PLAT'INN sont exemptes de matières flottantes, et ne dégagent pas de gaz. L'inspection constate que l'aspect visuel de ces eaux est satisfaisante. De plus, l'exploitant indique les eaux contenues dans ce bassin équivalent à environ une semaine de récupération d'eaux pluviales et d'eaux process. Absence d'écart constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2025
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le prélèvement des eaux pluviales et des eaux de process des halles PRIME et PLAT'INN sont localisées au niveau du bassin de rétention. Ce point n'est pas équipé d'organe de mesure de débit et d'échantillonnage. L'inspection indique qu'au vu du faible débit de rejet, un point de mesure équipé en débit et en concentration ne semble pas être techniquement fiable. L'exploitant signale que le prélèvement se réalise à l'aide d'une perche télescopique et que le débit pris en compte est basé sur les relevés de la consommation en eau.  Absence d'écart constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto-surveillance des eaux résiduaires

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions relatives aux rejets aqueux sont rappelées dans le tableau ci-dessous:  - rejet des eaux usées vers la stations d'épuration : fréquence annuelle  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé en 2024 une analyse annuelle en date du 03 octobre 2024.  Absence d'écart constaté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets des eaux résiduaires dans une station d'épuration</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans une station d'épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.  Référence du rejet vers le milieu récepteur: N°1 eaux usées (domestiques et non domestiques):  - MEST : 600 mg/l  - DCO: 200 mg/l  - DBO<sub>5</sub>: 800 mg/l</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour le prélèvement d'octobre 2024, les valeurs limites en concentration sont respectés pour les trois paramètres précités.  Absence d'écart constaté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>